



Séance ordinaire du mercredi 28 juillet 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le vingt-huit juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Hors commission

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Florence AUBY, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Alenka DOULAIN, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Clare HART, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Yvon PELLET, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Jacques BOUSQUET, suppléant de Régine ILLAIRE, Gilles CUSIN, suppléant de Isabelle TOUZARD.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-François AUDRIN, Mathilde BORNE, Véronique BRUNET, Stéphane CHAMPAY, Zohra DIRHOUSI, Hind EMAD, Jean-Noël FOURCADE, Laurent JAOU, Nathalie LEVY, Lionel LOPEZ, Coralie MANTION, Clothilde OLLIER, Bruno PATERNOT, Eric PENSO, Céline PINTARD, Agnès SAURAT, Charles SULTAN, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Mohed ALTRAD, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Geniès BALAZUN, Fanny DOMBRE-COSTE, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Serge GUISEPPIN, Stéphanie JANNIN, Patricia MIRALLES, Philippe SAUREL

Hors commission - Conseils citoyens de la Ville de Montpellier - Principes et modalités de renouvellement de leurs membres - Approbation

Madame Clara GIMENEZ, Vice-Présidente, rapporte :

Les conseils citoyens sont des instances de démocratie participative mises en place dans le cadre de la loi n° 2014-173 du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion urbaine. Les conseils citoyens ont pour mission principale de renforcer le pouvoir d’agir des habitants dans chacun des quartiers prioritaires de la politique de la ville. Ils doivent être des espaces de propositions et d’initiatives, à partir des besoins des habitants.

Les 12 quartiers prioritaires, tous situés sur la Ville de Montpellier sont les suivants :

1. Mosson (Paillade et Hauts de Massane)
2. Celleneuve
3. Petit Bard – Pergola
4. Cévennes
5. Pas du Loup – Val de Croze
6. Gély
7. Figuerolles
8. Lemasson
9. Vert-Bois
10. Aiguelongue
11. Près d’Arènes
12. Pompignane

La délibération n° 2015-27 du Conseil municipal du 19 février 2015 relative à la mise en place des conseillers citoyens a fixé la durée de mandat des conseillers à 2 ans, puis renouvelés tous les deux ans, jusqu’au terme du Contrat de ville, initialement prévu en 2020.

Ainsi ce sont 320 conseillers citoyens, répartis en deux collèges, qui ont été nommés par arrêté préfectoral suite à un tirage au sort selon les conditions suivantes :

- un collège des habitants – qui est majoritaire – dont 2/3 de personnes tirées au sort à partir des listes électorales en respectant la parité femmes/hommes et la représentation des jeunes et 1/3 par des personnes volontaires sur candidature ;
- et un collège des associations et acteurs locaux.

Chaque conseil citoyen est autonome pour organiser ses travaux en interne, selon un rythme qu’il définit lui-même, dans différentes formations, assemblées plénières et commissions restreintes notamment.

En juin 2018, après avoir fait le bilan relatif à la mobilisation des conseillers citoyens sur la période 2016-2018 et afin d’insuffler une nouvelle dynamique, la Métropole, la Ville et les services de l’Etat ont décidé de procéder au premier renouvellement des conseils citoyens. Les personnes qui le souhaitaient ont pu se porter volontaires pour poursuivre leur mandat tandis qu’un tirage au sort sur la liste électorale a permis d’attribuer les places laissées vacantes.

Les conseils citoyens ayant des difficultés de fonctionnement, il est proposé de les redynamiser en procédant à un nouveau renouvellement partiel.

Le renouvellement sera effectué selon les modalités suivantes :

- envoi d’un courrier aux conseillers citoyens leur demandant s’ils souhaitent poursuivre ou non leur mandat ;
- tirage au sort pour les sièges vacants au sein de chaque conseil citoyen et de chaque collège

(habitants et acteurs locaux) après appel à candidature et actions de sensibilisation visant à susciter les candidatures.

Par ailleurs, il est proposé que le quartier de Celleneuve ait son propre conseil citoyen. Il était préalablement rattaché à celui de Mosson – Paillade.

La répartition des membres pour chacun des 13 conseils citoyens serait donc la suivante (330 conseillers au total) :

1. Mosson – Paillade : 30 dont 18 habitants et 12 acteurs locaux
2. Celleneuve : 20 dont 12 habitants et 8 acteurs locaux
3. Mosson – Hauts de Massane : 30 dont 18 habitants et 12 acteurs locaux
4. Petit Bard – Pergola : 30 dont 18 habitants et 12 acteurs locaux
5. Cévennes : 30 dont 18 habitants et 12 acteurs locaux
6. Pas du Loup – Val de Croze : 30 dont 18 habitants et 12 acteurs locaux
7. Gély : 20 dont 12 habitants et 8 acteurs locaux
8. Figuerolles : 30 dont 18 habitants et 12 acteurs locaux
9. Lemasson : 20 dont 12 habitants et 8 acteurs locaux
10. Vert-Bois : 20 dont 12 habitants et 8 acteurs locaux
11. Aiguelongue : 20 dont 12 habitants et 8 acteurs locaux
12. Près d'Arènes : 30 dont 18 habitants et 12 acteurs locaux
13. Pompignane : 20 dont 12 habitants et 8 acteurs locaux

La liste des conseillers citoyens sera officialisée par voie d'un arrêté préfectoral.

Un accompagnement via un prestataire externe sera proposé à chaque conseil citoyen. Cet accompagnement aura pour objectifs de définir les modalités de fonctionnement et les priorités d'action pour chaque conseil citoyen au regard de son projet de territoire.

Actuellement, les conseils citoyens sont sollicités pour donner leur avis lors de la remise du rapport annuel relatif à la mise en œuvre de la politique de la ville à Montpellier. En outre, ils participent au comité de pilotage du Contrat de ville. Ils ont également été consultés lors de l'élaboration du Protocole d'Engagements Réciproques et Renforcés (PERR) signé en 2019 et annexé au Contrat de ville. Enfin, ils sont aussi consultés pour les projets de rénovation urbaine (Mosson et Cévennes).

Il est désormais proposé que les conseils citoyens puissent davantage s'impliquer dans leur projet de territoire, sur des sujets qu'ils jugeront prioritaires, mais aussi dans la gouvernance du Contrat de ville et seront associés à son évaluation, préalable à l'élaboration du nouveau contrat.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver le principe et les modalités du renouvellement des conseils citoyens pour un mandat qui se terminera avec le Contrat de ville actuel ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 81 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 05/08/21

Pour extrait conforme,
Pour Monsieur Le Président absent

**Monsieur Le Premier Vice-
Président**

Signé.

Renaud CALVAT

Publiée le : 6 août 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20210728-165506-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 06/08/21

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.